L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres. | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 25 MARS 1863 | Entre les rues Bienville et Conti.

Nouvelle-Orléans :

MERCREDI MATIN, 25 MARS.

Vente à l'encan de ce jour.

Par le Shérif, à 10 heures et demie,—Le fonds et l'installation du magasin de nouveautés, etc. rue du Canal, entre St-Charles et Carondelet.—12 à 3 heures P M., aux Nos 109 et 111, rue St-Charles: blocs et plaques de marbre, monuments, etc.

Par Hoff aux à Marks, à une heure, rue de Chartres No 61,—Chapeaux français pour hommes et enfants.

Par R. Scott, rue du Quartier, près Chartres,—Beaux meubles.

Par T. Kesler & Co. rue du Camp No 73,—400 lots marchandises sèches et chapeaux, etc.

Par R. P. Montgomery, No 54 rue de la Commune,—Avoine, farine, jambons, graisse, etc.

Par D. E. Murphy, rue des Magasins,—Meubles.—Et rue Hydras No 64 : farine.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres No 41,—Marchandises sèches, vêtements et linges pour hommes.

Par E. H. Flynn, à onze heures, dans la rue Royale No 81,—Meubles.

Par M. H. McLean, à 10 heures et demie, à son magasin, rue des magasins No 19,—Coton, farine, fromage, graisse, café, huile de graisse, chaudières, machine à coudre, etc. etc.

Par Phinney & Amory,—Maïs et chevaux et mulets condamnés.

L'Est-Tennessee.

Le *National Intelligencer*, du 10 mars, a publié une note fort intéressante sur la valeur militaire de l'Est-Tennessee et sur la grande importance de l'occupation de cette région. Cette note est due au professeur A. Gaiot de Princeton. Le voici littéralement traduite :

D'après ce qui a été dit, il est évident que les avantages offerts, sous le point de vue militaire, par la possession de cette haute contrée dans le voisinage de la vallée du Tennessee sont très considérables.

La contrée s'élève comme une vaste citadelle de la plus forme environnante qui constitue la plus grande portion des Etats des deux Carolines, de la Georgie, de l'Alabama, du Tennessee et du Kentucky.

Une armée établie dans la vaste et fertile vallée de Tennessee, où elle peut avoir des approvisionnements abondants, occuperai aisément, avec des forces ordinaires, toute la région montueuse et tous les défilés à travers les montagnes bleues, et garderai ainsi ce qu'on pourrait appeler les clés des portes qui donnent sur chacun des Etats du Sud mentionnés. Cette armée pourra menacer de très près l'intérieur de ces Etats et leurs capitales ; saisir ou échec les forces campantes dans le pays-bas, et empêcher leur concentration. Elle coupera en deux la Confédération de l'Est à l'Ouest.

Elle pourra aisément se rendre maîtresse de toutes les grandes communications par chemins de fer entre le Sud Est et le Sud-Ouest. La position de la ligne centrale de la Virginie et du Tennessee devrait être complétée par celle de Dalton et particulièrement d'Atlanta, qui est le point d'intersection du chemin de fer de Charleston et de Savannah à Chattanooga, Tennessee, et de Montgomery, Alabama. Cette occupation serait d'autant plus facile que bien qu'Atlanta soit au-delà des dernières crêtes et en dehors des montagnes bleues et de la région montueuse, la voie qui y mène est entièrement ouverte à partir de la Grande Vallée de l'Est-Tennessee. Le Frog mountain et le Blue Ridge ne sont en connexion par aucun chaînon avec les montagnes de Lookout et de Raccoon, qui forment l'extrémité sud-ouest de la montagne de la Grande Vallée, comme sans obstruction entre les deux masses de montagnes dans les plaines ondulées qui s'inclinent vers le golfe, et dans les oblitérer qui divisent les eaux, entre Cleveland, Tennessee, et Dalton, Georgie, et par lesquelles passe le chemin de fer de la Georgie et du Tennessee. Telle est, en conséquence, la large et naturelle issue de la Grande Vallée, beaucoup plus que la vallée comparativement étroite par laquelle s'échappe la rivière du Tennessee.

De Dalton à Atlanta il n'y a pas d'obstruction sérieuses sur la ligne du chemin de fer. En même temps la grande artère centrale, le chemin de fer de la Virginie et du Tennessee, conduit dans le cœur même de la Virginie. La voie est entièrement ouverte de la vallée de la Grande Vallée, qui continue sans la moindre interruption, dans le bassin de la Nouvelle Rivière jusqu'à Christiansburg.

L'occupation de cette vallée longue et ouverte d'Abingdon à Newberry et de la Nouvelle Rivière, pourrait être assurée par la garde des défilés des Alleghanies près de Christiansburg. Cela joint à l'occupation de la vallée parallèle du Clinch River, assurerait la possession entière de la Virginie du Sud-Ouest et des défilés des Montagnes de Cumberland.

Quelque chose requise pour l'efficacité et la sûreté d'une armée ainsi établie dans l'Est Tennessee serait de garder une ligne ouverte entre Nashville et Chattanooga, vers le Centre Tennessee, et celle de Cumberland Gap qui en défile au Sud, dans le voisinage, en communication par le Nord Ouest avec le Kentucky et l'Ohio.

Dans ce but, la construction immédiate d'une bonne route militaire allant du Centre Kentucky, avec un embranchement de Cumberland, par un des défilés de Cumberland, devrait être regardée comme d'une faire de première importance, selon d'une nécessité.

Ce n'est pas là des moindres avantages de cette haute région dans un point de vue militaire, que les ennemis en sont si bien persuadés qu'ils ont déjà deux fois tenté la main pour la reconquérir une seconde fois.

L'armée qui possédera et gardera cette région centrale pourra tenir en échec toutes les forces des Etats environnants.

Enfin, si la rébellion doit jamais être écrasée dans le pays bas, l'occupation du pays haut en élevera jusqu'à un certain point, une mesure de cette rébellion la possibilité d'y chercher un refuge et les moyens de prolonger même une guerre défensive.

Bateau capturé et son équipage mis aux arrêts.

Nous trouvons le fait suivant dans le *Journal* de Louisville du 26 février :

Un bateau à vapeur a été saisi, dans ce port par les autorités militaires et les hommes déqui page ont été mis en état d'arrestation. Il a été expédié de Cincinnati et se trouve muni de tous les papiers nécessaires, mais la conversation d'un grand nombre de gens à bord, représentés comme partisans, a excité les soupçons du Shérif de Louisville, qui ont jugé qu'il était prudent de retenir le bateau jusqu'à ce que ses précédents fussent mieux connus. Memphis est le lieu de sa destination. Son propriétaire n'était pas à bord au moment de la capture.

CONVENTION DE FRANKFORT, DANS LE KENTUCKY.—Un correspondant écrit de Frankfort au *Cincinnati Star*, journal de l'Indiana, que si la convention démocratique de rebelle avait pu continuer de siéger à Frankfort, l'honorable Joshua F. Bullit eût reçu la nomination pour la candidature à la place de gouverneur.

L'ELECTION SENATORIALE AU MISSOURI.—Jefferson City, 10 mars.—La présidente du Sénat qui a introduit la résolution à l'effet de faire réunir les deux Chambres le 18 mars pour procéder à l'élection de deux Sénateurs des Etats Unis. D'après la résolution, la séance ne pourra être levée que par l'accomplissement des devoirs pour lesquels elle sera convoquée ou par l'assentiment réciproque des deux Chambres, et il n'y aura pas de recès après l'ajournement de la session actuelle des deux Chambres. La résolution a été déposée pour un jour.

LA QUESTION POLONAISE EN FRANCE.

(Correspondance particulière de l'INDEPENDANCE)

Paris, 23 février.

Un apaisement subit va succéder à toutes les alarmes exagérées qui agitaient depuis quelques jours le monde politique et financier. On croyait manifestement à l'incident prusso-polonais ne sortira pas des voies diplomatiques, ce qu'on eût dû prévoir dès le premier moment. La note du *Constitutionnel* de ce matin a été interprétée comme une reculade. Elle n'était plutôt qu'une modération dans le symptôme d'une certitude acquise à intentions connaissance de la part du gouvernement prussien au sujet duquel on pourrait rappeler ce fameux vers de Corneille :

"Que voulez-vous qu'il fit contre trois ?"

Le *Constitutionnel*, qui semble lui-même s'étonner de tout l'effet produit par son propre article, n'est pas dans le vrai lorsqu'il insinue qu'on ne sait encore adressé qu'à l'Angleterre dans les négociations qu'a provoquées la malencontreuse convention russo-prussienne. Une Note, comme je vous l'ai dit, a bien présidé mentdû en voyer à M. de Talleyrand, mais elle comme expression de la pensée de Napoléon III (ainsi que je vous l'ai écrit hier) ; mais cette note, conçue, au reste, dans les termes les plus courtois, fait valoir surtout les raisons qui sont dans l'intérêt du gouvernement prussien lui-même ; et si l'opinion du cabinet de Berlin sur la solidarité de résistance qui pourrait s'établir entre les Polonais du grand-duché de Varsovie et ceux du grand duché de Posen, si le souverain prussien persistait dans une politique aussi imprudente, il ne faudrait voir là que la témérité de M. de Bismark dont le bruit avait encore aujourd'hui, on peut considérer comme indubitable que le ministre prussien sera autorisé à revenir sur une détermination désapprouvée par toute l'Europe, et que la convention passera à l'état de lettre morte.

Pour achever de relever tous les bruits qui se rapportent à cet incident, je dois ajouter que l'on parle d'une lettre autographe envoyée par l'empereur Napoléon III, mais je n'ai, pour mon part, aucune confirmation de fait, et, sous le démentir absolument, je considère l'assertion comme assez peu vraisemblable. Il en est une autre, en revanche, que je crois pouvoir démentir de la façon la plus catégorique, celle d'une mission quelconque de M. le duc de Morny à Berlin.

On peut donc considérer l'incident de la convention russo-prussienne comme moralement vidé. Mais je dois dire que, d'après des bruits persistants, ce serait encore de l'objet d'un échange diplomatique engagée entre la France et l'Angleterre. La conséquence des intentions personnelles et positives de l'Empereur, des conférences auraient déjà lieu à Paris entre M. Drouyn de Lhuys et le lord Cowley et lord John Russell et le baron Gros, dans le but d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de saisir cette occasion de faire valoir auprès de l'empereur Alexandre II la pressante nécessité de mettre un terme à un état de choses véritablement intolérable en Pologne, soit qu'on demande au czar de rendre à ce malheureux pays l'autonomie que lui ont promise par les traités de 1815 eux-mêmes, soit qu'on se borne à réclamer pour la Pologne russe la réorganisation de l'ancien royaume constitutionnel, quelques garanties sérieuses de nationalité sous le pouvoir qui, pouvant encore être dépossédé par les populations infortunées, feraient une fois de plus verser des flots de sang.

Je n'affirme dans cette voie ; et ne vous emprisonne pas de la part qu'on assigne préalablement à l'empereur d'Autriche dans ce concert diplomatique. On veut que Napoléon III fasse valoir aux yeux de son jeune allié la prépondérance que lui assurerait en Allemagne les bienfaits que lui devrait la Pologne. Une fois lancé, on va plus loin encore, et l'on prétend que le souverain qui a fait la guerre de Crimée devrait entrevoir au monarque qui en fut le témoin les compensations qui pour raient l'attendre en Orient, s'il devait sacrifier quelque chose à l'unité polonaise, et peut-être plus tard, du côté de la Vénétie, à l'unité italienne. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je répugne aux dernières assertions, entièrement conjecturales, de l'entente positive qui semble s'établir pour venir en aide à la Pologne. Le succès de cette intervention dépendra beaucoup, sans doute, des chances de l'insurrection, en admettant les nouvelles importantes manquent aujourd'hui. Le comité qui s'est mis à la tête du mouvement s'institue : *Comité national polonais*. Il trouve moyen de faire afficher ses proclamations et ses avis sur les murs de Varsovie et jusque sur les remparts de la citadelle. L'un de ces placards défend aux jeunes gens au-dessous de 18 ans de sortir de la ville pour se joindre aux insurgés.

Une autre correspondance du même journal dit :

Ici on est décidé à ne point se retirer sans avoir obtenu des concessions pour la Pologne. Samedi prochain, la question d'administration sera discutée devant le Sénat, à propos de la pétition adressée à ce sujet par M. Saint Marc Girardin et autres. A cette occasion, M. Billault fera les déclarations que M. Drouyn de Lhuys a adressées aux cabinets de Berlin et de St Pétersbourg.

L'attitude qu'on attribue au gouvernement français est très bonne impression dans le pays. L'Empereur peut prévoir, n'a pas s'y tromper, tout le parti que sa popularité pourra tirer d'une éventualité qui est venue à bouleversement faire diversion aux difficultés pendantes au Mexique et à Rome.

On attend ici l'arrivée d'une lettre autographe du roi de Prusse ; il est question aussi d'une mission de M. de Morny, à Berlin, mais cette mission n'aurait lieu que dans le cas où la réponse de S M. Prussienne ne serait pas tout à fait conforme aux désirs de l'empereur des Français.

La partie bonapartiste qui reconnaît pour chef le prince Napoléon désirerait que les choses fussent poussées jusqu'à la guerre, afin que la France obtint une occasion de reprendre les frontières du Rhin. Mais rien jusqu'à présent n'indique que l'Empereur ait l'intention d'aller jusqu'à ces extrémités. La paix de l'Europe dépend de la conduite de la Prusse seule à l'heure qu'il est, et si les bonnes espérances qu'on veut bien concevoir depuis hier se réalisaient, la plus grande danger serait passé.

Les bruits de Berlin et du grand-duché de Posen annonceraient que les habitants de ces contrées ne seraient point à se soulever, malgré les actes nombreux de provocation.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Le mauvais temps a empêché la grande représentation que nous avions annoncée. Mais le public n'y perdra rien. Cette représentation aura lieu ce soir et offrira les mêmes attraits. Mme Latourneria chantera le rôle d'Azucena et plusieurs artistes français se feront entendre dans le second acte du TROVATORE et dans le troisième acte de ROBERT LE DIABLE, où Melle Sefton exécutera le Pas de Séduction. Le choix de la pièce anglaise qui sera représentée est aussi de nature à piquer la curiosité de tout le monde. M. Baker a mis beaucoup d'habileté dans l'organisation de cette soirée et nous sommes certains que le public s'empressera d'aller applaudir à son zèle et à son talent, car M. Baker joue lui même dans la pièce anglaise qui ouvrira le spectacle.

CHEMIN DE FER DE PONTCHARTRAIN.—On trouvera dans nos colonnes d'annonces un avis de la compagnie de Pontch-rtrain, relatif au service de printemps et d'été de cette ligne ainsi que populaire de la ville au lac, lequel service commencera le 28 du courant. Le premier train pour le lac, trais qui consiste en un char à cheval, partira des Champs Elysées à 6 heures et demie du matin et les trains réguliers à vapeur partiront à 6 1/2, 7 1/2, 9, 10 1/2 et 12. Le dernier train, venant du lac, partira de là à 9 heures du soir. Le prix du passage, aller et retour, est de 25 cents.

VINS.—M. E. Bordelois, No 21, rue Conti, attend par le navire *Laura Russ*, de Bordeaux, un fort envoi de vins rouges et blancs. Nous croyons devoir d'avance signaler ces vins à l'attention du commerce de détail, des familles et des consommateurs en général. Ils ont été choisis avec soin pour le marché de la Nouvelle-Orléans.

ABSINTHE,—M. Ch. Delamarre a en magasin, chez M Simon Queyrouse, 8 et 10, rue St-Louis, 10 caisses d'absinthe de Verain Lecoultre. Avis aux propriétaires de café.

A MM. les Editeurs de l'Abeille.

MM. les Editeurs,

Nous vous prions aujourd'hui d'agréer nos sincères remercements pour l'obligeance que vous avez eue à annoncer plusieurs fois, dans votre estimable journal, le bal paré et masqué qui a eu lieu le 19 courant à la Parfaite Union au profit des ouvriers colonniers de France. Si nous vous prions aussi, Messieurs les Editeurs de faire savoir au public, que le produit de ce bal s'élève à 150 francs, à 64 remis entre les mains de M. Oscar Bonnet, Consul de France, qui trouve constamment une liste de souscription en faveur de l'industrie cotonnière.

Paul Dhérété. Rouge Dominique
FREDERIC NET.

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PROVISOIRE DES ETATS UNIS—*Mardi matin*—M. Lamont a demandé au tribunal de lancer son ordre pour la vente immédiate de 260 balles de coton et une quantité de sucre et de mélasse saisie dernièrement par les forces des Etats Unis, près de Donaldsonville. Ces biens seront être faite sans préjudice à ceux qui pourraient plus tard réclamer les propriétés. L'avocat du gouvernement base sa demande sur ce que le coton, le sucre et la mélasse sont exposés à être avariés ou détruits par le temps. Le juge n'a pas encore fait connaître sa décision.

DEUX PRISONNIERS.— Il a été question, dans notre édition d'hier soir, de deux individus—Mead et Conners—que le prévot a condamnés à cinq ans de détention au Fort Pickens pour vol de grand chemin. Le sergent E. G. Grover, du 12me régiment du Maine, étant chargé de les conduire en prison, en attendant qu'ils fussent transportés au Fort. En passant dans la rue Dauphine, Conners s'évada, l'officier fit feu sur lui et l'atteignit à la cuisse. Mead profita de l'excellente occasion pour s'échapper également. On dit que cette évasion est due aux officiers Evans et Rolfe qui arrêtèrent aussitôt le sergent.

Conduit d'abord au corps de garde du Deuxième District puis de là à la Douane, le lieutenant Andrews, ordonna qu'il fut relaché et témoigna son mécontentement de la conduite des policemen.

Le blessé fut transporté à l'hôpital St James où il déclara s'appeler John Murphy, de la compagnie E du 100e régiment de New-York.

DIAMANTS—M. Miller, lieutenant de la police du Deuxième District, a fait une descente dans une maison de la rue Bienville, No 114, où il a trouvé une paire de boucles d'oreilles, de diamants évaluées à cinq cents cinquante-piastres.

Genova De Fonest les a reconnues et a déclaré qu'elles lui avaient été volées.

RÉOUVERTURE.—Les écuries situées dans la rue Toulouse, connues sous le nom de "Southern Stables" et appartenant à M. O. de Fléchier, viennent d'être réouvertes par ordre des tribunaux. Elles avaient été saisies et fermées illégalement par le lieutenant Brownley, du 13e régiment du Connecticut. M. B. Glenn représentait M Fléchier.

Le lieutenant a été arrêté et sera jugé par une cour martiale.

BILLETS DE LA VILLE—Nous trouvons dans le journal officiel de ce matin un avis dont voici la traduction :

Bureau du Trésorier,

Hôtel de Ville, 23 mars 1863.

Avis est donné que les billets de la ville de l'ancienne émission ont été contrefaits à l'aide de la photographie.

Le public est averti de ne pas recevoir les billets QUI N'ONT QU'UNE COULEUR. Ils seront échangés à ce bureau.

JOHN S WALTON, trésorier.

CONFISCATIONS— M. I. Edwards Clarke, marshal provisoire des Etats Unis, annonce à la vente, au profit du gouvernement, des propriétés foncières, de l'argent, des actions, &c, de MM. Wm M. Perkins, H. O. Anderson et Adam Gilson. Il a déjà annoncé la confiscation des biens de MM John Slidell, J. H. Hill, Ogden K. Dunning et W. Law A. Slidell.

Les personnes qui auraient des réclamations à faire valoir devront les présenter à la Cour Provisoire, au coin des rues Chartres et St Pierre.

GRELE.—Il est tombé de la grêle, ce matin, à neuf heures et demie. Beaucoup de gens en seront étonnés, mais il leur surprise n'égalera pas celle des pilotes qui l'ont reçue sur le dos. Nous pouvons certifier matière d'un chapeau de soie, neuf de 6 pas pris, a été fortement avarié. Il y avait des grelons de la grosseur d'un œuf de pigeon.

TENTATIVE DE VOL.—M. C. Read et John Connors sont venus répondre, ce matin, à l'accusation d'avoir, mercredi, tenté avec intention de commettre un vol de grand chemin. La plainte était formulée par R. De Bare.

M. De Bare a déclaré qu'il se rendait chez lui, samedi soir, vers 8 heures, lorsque arrivé à l'angle des rues *Howard* et Commerce un des prisonniers l'appela par son nom et le demanda l'heure ; l'autre le saisit ensuite à la gorge, lui mit la main sur la bouche, puis le terrassa d'un coup sur la tête.

Les deux hommes lui enlevèrent alors l'argent et les papiers qu'il avait sur lui. La scène se passait près d'un terrain vague et il ne se trouvait personne dans le voisinage, mais au cri de "meurtre !" poussé par la victime, des pompiers accoururent sur les lieux et arrêtèrent les deux voleurs.

M. De Bare a parfaitement reconnu les prisonniers. Ceux-ci l'accusent d'être ivre, mais le fait n'a pas été prouvé. Connors a admis qu'il avait frappé M. De Bare, mais il ajouta que ce dernier l'avait appelé "damné Yankee." Connors, qui était en prison, avait été mis en liberté à la condition qu'il s'enrôlerait, et Read avait habité la Pénitencier pour vol avec effraction.—M. Macaire, pompier, a déclaré que ces commissaires avaient arrêté les deux prisonniers près de l'endroit où la tentative avait été faite. Les témoins cachés dans un terrain.

Le juge a condamné Conners et son complice à cinq ans de détention au Fort Pickens.

COUR PRÉVÔTALE. — *Mardi matin.*—Wm Green, alias Brigadier Général, nègre, était accusé de tenir une maison de jeu et d'avoir tenté de séduire la fille d'une femme qu'il avait chassée dans la pluie ; l'affaire a été étouffée au bout de quelques minutes.

Un petit vendeur de journaux est sorti de la Cour en disant et en sifflant. Un individu l'accusait de lui avoir volé un porte-monnaie renfermant une trentaine de piastres, les amis du "newsboy" ont déclaré, avec l'imperturbable assurance qui les caractérisent, que l'accusé était parfaitement innocent et que l'accusateur avait trop bu pour bien juger de ce qui se passait.

James Campbell a été traduit devant le maire pour avoir troublé la représentation au Théâtre des Variétés en jetant sur la scène un magnifique paquet de carottes. Il a dit qu'en achetant des fleurs d'un nègre il était devenu l'acquéreur des carrottes et qu'il avait lancé celles-ci au lieu des fleurs. L'erreur lui a valu dix jours de prison.

Guillaume Rotard a été traduit sous prévention d'avoir enlevé cinq mille piastres au billets confédérés et un gros sac d'or et d'argent appartenant à la succession de en femme, Mme Ella Westholt, avant que la question d'administration fut décidée à la Deuxième Cour de District. M. H. W. Westholt, fils de l'incapié et administrateur, porte l'accusation E. Redmond, avocat de la défense, a demandé du temps ; le tribunal le lui a accordé.

EDITION D'HIER SOIR.

Les demi-citoyens et la conscription au Nord.

Il règne une grande anxiété au Nord parmi les étrangers qui ont fait leur première déclaration pour devenir citoyens américains, et c'est le dernier bill de conscription voté par le Congrès qui cause cette anxiété. Sont-ils sujets au tirage, et la dernière loi leur est-elle applicable ? Jusqu'à présent, quand il s'agissait de conscription dans les Etats, ces demi-citoyens avaient toujours été regardés comme exempts du service militaire. Mais le Congrès en a décidé autrement, et, sur ce point, les natifs et les étrangers sont pleinement naturalisés sont en parfait accord avec le Congrès. Il est clair que plus les sujets de la conscription seront nombreux, plus il y aura chance d'échapper pour ceux qui sont sommés au tirage. Mais les étrangers assiégent les bureaux des consuls et demandent la protection de leurs anciens gouvernements. Les consuls n'ont aucun pouvoir dans cette question, et tout ce qu'ils peuvent faire c'est de communiquer les demandes à leurs gouvernements respectifs. Lord Lyons attend, sur ce point, la réponse du gouvernement anglais qui arrivera certainement, dit-on, avant la mise en vigueur de la loi de conscription.

Les produits du Sud abandonnés.

Nous lisons dans le National Intelligencer :

Le Président a refusé de signer le bill ayant pour objet la collection des produits agricoles du Sud et pour le transport de ces produits sur les marchés du Nord, où ils seraient vendus pour le compte du Trésor. Dans la discussion de ce bill des sénateurs républicains ont fait qu'il avait été préparé par les secrétaires de la Guerre et de la Trésorerie, dans le but de forcer le gouvernement à acheter ceux les produits du Sud, et cette disposition a été soutenue par M. Howard et d'autres sénateurs républicains par la raison que c'était offrir un appât aux rebelles pour les faire revenir à la Confédération. Ce bill a été rejeté par 23 voix contre 21.

Le bill tel qu'il passa, décidait que les produits seraient ramassés et envoyés sur les marchés du Nord où on en disposerait. On a dit dans le débat que des officiers de l'armée avaient gardé d'énormes sommes en achetant du coton et en l'envoyant dans les Etats loyaux par les trains de retour de chariots de l'armée ou des chemins de fer.

Bien que le bill n'ait pas été signé par le Président, il paraît que ses dispositions sont mises en pratique, car l'*Era* relatait ces jours-ci les saisies de sucre et de coton opérées par l'armée fédérale dans les environs de Baton Rouge. Or il est évident qu'on ne fait que suivre dans ce département les instructions du gouvernement de Washington.

LE COTON DU GOUVERNEMENT.

En réponse à une résolution du Sénat du 9 courant, le secrétaire du trésor a communiqué le montant du coton vendu à New York depuis le commencement du blocus des ports du Sud, le montant des commissions, des dépenses encourues, les noms de ceux auxquels les commissions ont été payées et les noms des personnes intéressées dans les ventes, d'après les registres tenus par Hiram Barney, agent du coton à New York. On a opéré huit ventes du 5 février au 12 septembre 1862, produisant la somme de $696,262. On a payé $8275 pour les frais de vente et $4575 pour les frais d'entrepôt. Une grande masse de coton provenait de Sea Island. Les prix ont varié de 20 cents à 1 dollar et 20 cents et demi par livre.

DIFFICULTÉS D'UNE ATTAQUE CONTRE CHARLESTON.

Le *Louisville Journal* fait les réflexions suivantes sur ce sujet :

Nous avouons que nous n'avons nullement confiance dans le résultat d'une attaque contre Charleston par une voie navale. Nous avons appris que le *Montauk*, dans sa récente attaque contre le fort McAllister n'a tiré qu'un coup de canon par huit minutes. De sorte que si huit batteries de ce genre pouvaient être lancées contre nous, il ne pourrait y avoir plus de huit coups de canon par minute. On ne pourrait guère considérer cela comme constituant une bataille, un coup de canon par minute d'un côté semblerait une réponse impuissante et dérisoire au feu terrible venu par huit milliers de canons. Et cent cinquante batteries de grosse artillerie de l'autre côté ? Quelle probabilité y a-t-il qu'on fut aussi lent de la part des navires fit une impression importante sur les défenses gigantesques de la ville avant que le temps des produits par un millier de canons pénétrât dans nos bâtiments blindés par chaque embrasure.

Nous craignons, après tout, que nos navires cuirassés ne soient destinés à désappointer les espérances conçues par le pays. Ils ne peuvent s'aventurer d'un port à un autre sans avoir des bateaux à vapeur à leur côté pour prendre soin d'eux, ils ne peuvent se mouvoir assez vite pour agir comme béliers ou pour atteindre à la course un bâtiment qui veut les éviter, et selon la lenteur extrême de leur feu ils exposé presque tout le temps à servir de cible passive à l'ennemi.

DESTRUCTION DU STEAMER HETTY GILMORE—Le *Louisville Journal* raconte ainsi cette capture dont il a été déjà question :

Le steamer *Hetty Gilmore* a été capturé et détruit par les rebelles à Woodbury, au confluent de la rivière Barren, mardi dernier. Il allait d'Evansville à Bowling Green avec une cargaison de fourrage pour le gouvernement, et l'endroit indiqué il fut arrêté par une bande de guérillas sous le commandement de W. C. P. Breckinridge, qui y mirent le feu. La destruction a été complète.

Les Confédérés dans le Sud-Ouest.

Nous trouvons les renseignements suivants dans une dépêche adressée le 9 de St Louis aux journaux du Nord :

L'ennemi a donné des congés jusqu'au 1er avril, et il rappelle promptement toutes ses forces. Celles de Marmaduke sont rappelées et la brigade de Shelby était à Batesville, se préparant à faire quelque mouvement. La brigade de Brooks, y compris le régiment de Carroll, est à Van Buren et compte quelques 1500 hommes. Il a une batterie de quatre pièces de bronze dont deux sont de bons canons rayés. Le régiment de Carroll, fort de 500 hommes, a traversé 1 hommes et est dirigé vers le Sud-Ouest, il y a une semaine, sur le bruit de l'approche d'une reconnaissance fédérale.

Ils ont retraversé et sont revenus à Van Buren vendredi dernier.

Les troupes près du fort Smith ont changé de camp, il y a quatre jours, une partie gagnant un emplacement à deux milles du fort et au-delà du moulin à poudre et l'autre partie asseyant son camp entre Fort Smith et Van Buren.

Le docteur du commandement de Brooks, leur force se compose des débris de cinq régiments d'infanterie pouvant fournir de quatre cents à neuf cents hommes bons pour le service. Ils ont cinq régiments d'infanterie à Little Rock.

L'ennemi occupe Clarksville, bien qu'il ait abandonné souvent ce point sur le bruit de l'approche de nos éclaireurs.

L'hôpital rebelle à Cane Hill est un véritable repaire d'espions dans nos lignes, les malades ayant été surpris à envoyer des dépêches à leur officier commandant du fort Smith, et des dépêches importantes.

L'hopital sera établi de l'autre côté de l'Arkansas dans les cinq jours, l'ordre en a été donné et l'établissement sera soumis à une sévère surveillance.

Il y avait famine au fort Smith et au fort Van Buren, mais l'ennemi a réussi à y faire entrer diverses cargaisons de maïs. Les forces qui avaient été envoyées pour surprendre ces convois ont échoué à cause de la boue où les chevaux s'enfonçaient jusqu'au ventre.

Opinion de M. Caleb Cushing sur la guerre à outrance.

On verra par l'extrait suivant d'une lettre écrite par M. Caleb Cushing, dernier président de la convention démocratique pour l'élection présidentielle de 1860, qu'il se met tout à fait dans la catégorie de Vallandigham, Fernando Wood, Vhorries et autres hommes du Nord qui ne craignent pas de dénoncer la guerre telle qu'elle est faite et qui refusent d'y voir une garantie de paix et d'union. M Caleb Cushing dit à propos du projet de colonisation en Floride :

Ce plan ressemble à tous les autres plans essayés qu'on veut mettre à exécution à l'égard des Etats insurgés—la conquête, la confiscation, la colonisation, l'émancipation, la dévastation, l'extermination—qui résonnent comme les cris des enragés de Badlam. S'ils étaient mis à exécution leur dernier effet serait de mettre aux Mains loyaux.

Il ne reste à faire désormais un grand soulèvement national pour le maintien de la Constitution et de l'Union, en une simple lutte désespérée pour aboutir à la destruction et au suicide, c'est-à-dire à l'abolition de la Constitution et au gouvernement de l'Union par nos propres mains et non par celles de nos ennemis. Cet évangile de la mort, ce radicalisme de destruction, constituent le seul désunionisme pratique qui existe parmi nous dans les Etats loyaux. Il est au opposition à l'administration qu'il a l'air et la prétention de soutenir ; il porte un caractère d'hostilité mortelle à la liberté, à la prospérité et au bonheur du peuple ; c'est un complot caché par la trahison contre le gouvernement. Veuille Dieu, dans sa miséricorde, confondre tous ces conseils déloyaux !

Correspondance de Paris.

Dans une correspondance parisienne adressée au *N. Y. World*, nous avons remarqué les paragraphes qui suivent :

Le gouvernement fédéral n'a pas à craindre que l'Angleterre discute sur la levée ou la non levée du blocus de Charleston et que pour une question pareille elle se mette en conflit avec les Etats Unis. Sous l'administration octogénaire actuelle, John Bull ne peut pas se lancer dans une guerre avec l'Amérique. Le vrai type du gouvernement actuel anglais, au lieu d'être un gros et robuste manoeuvre de bœuf, est une vieille femme en robe de flanelle et en coiffe de nuit, et *Punch* le sait très bien, mais il n'ose pas représenter le fait. L'Angleterre ne recevra jamais la Confédération du Sud que lorsqu'elle en aura reçu la permission de Washington.

Un monsieur de Baltimore, un ultra accessionniste a dîné, l'autre jour, avec M. Drouyn de Lhuys, un ministre des affaires étrangères. La conversation fut très cordiale mais confidentielle. Les partisans des rebelles sont bien vus à Paris et toujours bien reçus aux Tuileries. Un *gentilman* qui a eu l'avantage d'une longue conversation avec l'empereur m'a dit que ce dernier regardait la séparation comme inévitable.

L'article de la Constitutionnel sur les affaires polonaises.

Voici l'article du *Constitutionnel* dont il a été question dans nos nouvelles d'Europe.

Tant que la Russie et la Pologne étaient seules en présence nous avons pensé que notre devoir était de ne rien dire qui pût donner des encouragements stériles à l'insurrection. Mais en même temps nous avons montré au gouvernement russe, qui nous avait habitués, dans ces dernières années, à des inspirations plus sages les fautes d'où était sortie l'insurrection actuelle. Nous avons voulu faire entendre à chacun le langage de la modération et de la justice. Tout est changé par le recrutement dans son principe et ses résultats. Ce n'est plus une question de nationalité, mais de principes. Ce n'est plus la Pologne qui est en cause, c'est la civilisation elle-même.

Les propositions qu'on a faites à l'empereur Alexandre II ne peuvent être acceptées par lui, parce qu'elles ne sont pas conformes aux traités de 1815 qui sont la base du droit européen. Ces propositions ne sont pas non plus conformes aux déclarations faites par le prince Gortschakoff à la diète de Francfort, déclarations qui ont été approuvées par toutes les puissances, y compris la Prusse elle-même.

Le gouvernement russe ne peut pas se dissimuler que la question polonaise est devenue européenne, et que la Pologne, en se levant, a fait appel à toutes les sympathies. Ce n'est pas seulement la France, l'Angleterre et l'Autriche qui ont été émues par le spectacle de ce peuple héroïque, mais l'Allemagne entière, la Suède, la Suisse, l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Turquie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, les Etats-Unis, le Mexique, la Nouvelle-Grenade, le Pérou, le Chili, la Bolivie, la République Argentine, le Brésil, la Confédération du Sud, tous les peuples civilisés ont applaudi à la noble résistance de la Pologne, et ont flétri les actes de barbarie qui ont été commis contre elle.

Le gouvernement russe ne peut pas se dissimuler que la Pologne, en se levant, a fait appel à toutes les sympathies. Ce n'est pas seulement la France, l'Angleterre et l'Autriche qui ont été émues par le spectacle de ce peuple héroïque, mais l'Allemagne entière, la Suède, la Suisse, l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Turquie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, les Etats-Unis, le Mexique, la Nouvelle-Grenade, le Pérou, le Chili, la Bolivie, la République Argentine, le Brésil, la Confédération du Sud, tous les peuples civilisés ont applaudi à la noble résistance de la Pologne, et ont flétri les actes de barbarie qui ont été commis contre elle.

Le gouvernement russe ne peut pas se dissimuler que la question polonaise est devenue européenne, et que la Pologne, en se levant, a fait appel à toutes les sympathies. Ce n'est pas seulement la France, l'Angleterre et l'Autriche qui ont été émues par le spectacle de ce peuple héroïque, mais l'Allemagne entière, la Suède, la Suisse, l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Turquie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, les Etats-Unis, le Mexique, la Nouvelle-Grenade, le Pérou, le Chili, la Bolivie, la République Argentine, le Brésil, la Confédération du Sud, tous les peuples civilisés ont applaudi à la noble résistance de la Pologne, et ont flétri les actes de barbarie qui ont été commis contre elle.

FEUILLETON.

JEAN DIABLE

PAR PAUL FÉVAL.

VI

MOUSTE MARTYRE.—Suite

Il s'interrompit, couvrant son visage de ses mains qui tremblaient. M. le marquis de Belcamp s'était laissé choir dans un fauteuil. Sa tête triste pendait sur sa poitrine

—Non, reprit le comte Henri tout à coup, elle avait beau être faible et brisée, cette pensée là ne m'était pas venue ! La mort nous entourait de tous côtés, et le cadavre de Perkins devait être là pas quelque part aux abords de la station voisine. La faim nous apportait la mort, la soif aussi, aussi la fièvre de la folie. Tout la mort que nous pouvions redouter était conçue dans l'esprit qu'on lui attribue, présente des inconvénients non moins graves N'est-il pas à redouter que, par cet empressement de la France à venir en aide à la Russie contre l'insurrection polonaise, l'Europe ne voie de nouveau, sous les mêmes traits, la vieille Sainte Alliance, au lieu de la Pologne, et, au lieu d'une insurrection de sujets contre leur gouvernement, une revendication de nationalité ? C'est poser de nouveau la question tout entière. C'est en quelque sorte renouveler le congrès de Vienne. Ce serait profondément mécontenter tous les yeux du monde cet acte d'iniquité contre lequel il a cessé de protester la conscience des générations qui se succèdent.

Cela est indubitable, cela est prudent ! Ne jette t-on pas, en effet, un trouble profond et une grande incertitude au milieu de l'Europe ?

"Et dans quel moment la Prusse a-t-elle cru devoir assumer sur elle une telle responsabilité ? Au moment où la France, donnant l'exemple du respect le plus scrupuleux des traités, faisait un grande modération politique, avait fait violence à ses sympathies les plus vives et s'était abstenue d'exprimer, même par un mot, l'intérêt qu'elle a porté et qu'elle portera